

CONTACT: Fiona Guy fguy@daraint.org; portable: +34 678 826 197; tel: +34 915310372

CONTACT aux États-Unis: Meir Kahtan mkahtan@rcn.com +1 212.575.8188

La récente recherche de DARA sur l'assistance humanitaire fournie par les principaux pays donateurs montre des progrès limités ; les problèmes systémiques pour mettre en œuvre une assistance efficace persistent - Davantage de vies auraient pu être sauvées

L'Indice de Réponse Humanitaire (HRI en Anglais) a identifié des problèmes systémiques persistants : un manque de stratégies axées sur la prévention, une reddition des comptes insuffisante, et une progression encore trop lente vers la dépolitisation de l'aide.

7 MARS 2012, à 10h00 (C.E.T) – Genève, Suisse :- Alors que l'aide internationale et sa capacité à fournir une assistance aux populations dans le besoin ont évolué positivement avec le temps, l'Indice de Réponse Humanitaire (HRI) 2011 souligne que des barrières substantielles limitent encore l'aide apportée aux victimes de catastrophes naturelles et de conflits, ainsi que leur capacité à réduire leur vulnérabilité face aux menaces futures. Basé sur l'analyse des actions des 23 principaux pays donateurs au sein de 9 crises majeures, cet indice évalue et note chaque pays individuellement pour les ranger dans cinq catégories. Il présente ensuite un classement général ainsi qu'une classification par groupes de donateurs (Voir ci-après le tableau 2011 du classement du HRI, ainsi qu'une classification non hiérarchisée qui regroupe les donateurs présentant des forces et faiblesses similaires).

L'appel de 8,9 milliards de dollars lancé par les Nations Unies en 2011, et destiné à fournir une assistance aux quelques 50 millions de victimes de crises, n'a été couvert qu'à hauteur de 62%. Cela représente un décalage énorme dans la réponse, tout particulièrement pour les personnes vulnérables devant surmonter une situation de crise.

Le rapport de DARA indique qu'un gouvernement considéré comme étant un bon donateur humanitaire ne fait pas que répondre aux besoins urgents, il doit également se concentrer sur la prévention, sur le rétablissement durable et sur la réduction des risques. De plus, il doit être disposé et apte à travailler avec les partenaires humanitaires, faciliter la protection des civils, respecter le droit international et s'engager en faveur de l'apprentissage et de la reddition des comptes. « Si tous ces paramètres ne sont pas pris en compte, même avec les meilleures intentions des gouvernements, l'assistance fournie peut se révéler inefficace, inefficente et inapte à aider les personnes qui en ont le plus besoin. » déclare Philip Tamminga, coordinateur de l'étude.

Un cas de figure intéressant est la **France**. Bien que ce pays ait tendance à fournir un financement opportun, et qu'il soutient les efforts de renforcement des capacités locales, ses faiblesses dans d'autres domaines tels que l'appui aux programmes de prévention, préparation et réduction des risques, l'ont mené à occuper la 11^{ème} place du classement. Tamminga souligne que les agences gouvernementales françaises en charge de l'aide humanitaire font de leur mieux pour promouvoir et appliquer de bonnes pratiques, cependant, certaines lourdeurs politiques ou bureaucratiques limitent souvent l'efficacité de leur travail. « On parle ici de vies humaines menacées par la faim, la maladie et la violence. Ces vies peuvent être sauvées. Il ne devrait pas y avoir d'histoires de bureaucratie ou d'obstacles politiques qui empêchent que les personnes vulnérables n'obtiennent l'aide d'urgence dont ils ont besoin... et qui a été promise » dit-il.

Même si l'Indice place la Norvège, le Danemark, la Suède, l'Irlande et les Pays-Bas en tête des classements, aucun pays ne fait preuve d'excellence dans tous les domaines. La conséquence qui en résulte est que l'impact collectif est inférieur à ce qu'il pourrait être. Selon les résultats de la recherche, sur les cinq dernières années, peu de progrès ont été enregistrés dans la réforme des pratiques individuelles des pays comme dans celle du système de réponse humanitaire dans son ensemble. Selon Tamminga : « Le résultat n'est pas seulement une utilisation inefficace des ressources, des vies ont été perdues alors qu'elles auraient pu être sauvées. »

L'étude a identifié cinq domaines cruciaux particulièrement faibles :

- **Une approche réactive plus que proactive** : les experts estiment que, dans la Corne de l'Afrique, plus de 100.000 personnes, dont près de la moitié d'enfants, sont morts de famine à cause du manque de prévention et de préparation.
- **Un faible degré de priorité accordé aux questions de genre** : en ignorant que les besoins des femmes (et des filles) sont complètement différents de ceux des hommes (et des garçons), les conséquences négatives peuvent aller de la fourniture de kits d'hygiène culturellement inappropriés au Pakistan et au Bangladesh, à la construction de latrines pour femmes ne disposant ni d'éclairage ni de conditions de sécurité suffisantes en Haïti et en RDC.
- **Un agenda de réformes inadéquat** : agenda trop lent pour répondre à la surcharge administrative que représente l'augmentation de l'aide humanitaire.
- **Une transparence et une reddition des comptes minimales des donateurs** : dans de nombreuses crises, ni le processus de décision ni le système d'allocation des financements, ne jouissent de la transparence nécessaire.
- **La politisation de l'aide** : les agendas économiques, sécuritaires et militaires prédominent sur les besoins humanitaires dans des crises telles que la Somalie, les Territoires Palestiniens Occupés ou la Colombie, ce qui entrave l'assistance humanitaire.
- **LE CLASSEMENT 2011 DU HRI**

| HRI 2011 | | | |
|------------|----------|-------|--------|
| CLASSEMENT | Donateur | Score | Groupe |
| 1 | Norvège | 7.13 | 1 |
| 2 | Danemark | 7.12 | 1 |
| 3 | Suède | 7.02 | 1 |
| 4 | Irlande | 6.54 | 3 |
| 5 | Pays-Bas | 6.43 | 1 |
| 6 | Suisse | 6.35 | 1 |
| 7 | CE | 6.22 | 2 |

| | | | |
|----|-------------|------|---|
| 8 | Royaume-Uni | 6.07 | 2 |
| 9 | Finlande | 6.03 | 1 |
| 10 | Australie | 5.82 | 3 |
| 11 | France | 5.71 | 2 |
| 12 | Allemagne | 5.61 | 3 |
| 13 | Belgique | 5.51 | 3 |
| 14 | Canada | 5.47 | 2 |
| 15 | Espagne | 5.46 | 3 |
| 16 | Japon | 5.42 | 3 |
| 17 | Etats-Unis | 5.37 | 2 |
| 18 | Luxembourg | 5.36 | 3 |
| 19 | Italie | 5.12 | 3 |

Groupe 1 - Partenaires de principe : Générosité, engagement fort en faveur des principes humanitaires de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Financements flexibles et bonne collaboration avec les partenaires.

Groupe 2 - Leaders en apprentissage : Rôle leader et grande influence en terme de capacité de réponse, présence sur le terrain et engagement pour l'apprentissage et l'amélioration des performances dans le secteur.

Groupe 3 - Acteurs en devenir : Accent donné sur le développement des capacités dans des « niches » spécifiques (régions géographiques ou domaines thématiques), couplé à des aspirations à jouer un plus grand rôle dans le secteur.

DARA

Fondée en 2003, DARA est une organisation indépendante dont le but est d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide destinée aux personnes vulnérables victimes des conflits, des catastrophes naturelles et du changement climatique.

Pour de plus amples informations, veuillez visiter www.daraint.org